

Baromètre de la confiance politique - vague ²⁰¹⁵ 6

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est l'instrument de référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux différents acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle leurs degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin leurs perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif. Cet instrument est développé grâce au soutien du Conseil économique, social et environnemental.

Avoir confiance, mais en qui ? Madani CHEURFA

« On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », 74% des interrogés de la vague 6 du Baromètre de la confiance politique de décembre 2014 sont d'accord avec cette proposition (66% en 2009, 70% en 2011, 75% en 2013) et seulement 25% répondent que l'on peut faire confiance à la plupart des gens. Trois de ces personnes sur quatre estiment ainsi que son rapport à l'autre n'est, ni a priori, ni en général, investi par la confiance. La question qui se pose alors est de savoir comment évolue ce niveau de confiance lorsqu'on cherche à préciser qui est cet "autre". Dans notre régime politique actuel, quel niveau de confiance récoltent les instances de représentation et de médiation ? Quels acteurs ou institutions politiques, économiques et sociaux recueillent la confiance des personnes interrogées ? Qui se signale par une forte défiance ou par une grande confiance à son endroit ? Les réponses viendront des réflexions suivantes : notre Baromètre montre que l'intérêt pour la politique dont témoignent les personnes interrogées se mêle à une forte défiance vis-à-vis du personnel politique. On peut néanmoins y distinguer les élus locaux (I). Ensuite, en examinant plusieurs acteurs économiques et sociaux, on perçoit que ceux remplissant une mission de proximité (II) et de protection (III) reçoivent la confiance des interrogés et, souvent, à des niveaux élevés.

I/ La méfiance face à la politique et à ses acteurs

L'intérêt pour la politique est manifeste. Les personnes interrogées disent y porter plus d'intérêt que de désintérêt. En décembre 2014, 58% disent s'intéresser, beaucoup et assez, à la politique (57% en décembre 2013). Cet intérêt était en baisse depuis la vague d'octobre 2011 du Baromètre, mais il reste majoritaire chez les interrogés. Il est dès lors intéressant de préciser cet intérêt en cherchant à savoir quel sentiment est éprouvé lorsque les interrogés pensent à la politique.

À cet effet, quatre items positifs et quatre négatifs sont proposés lors de l'enquête. Le trio de tête des réponses est constitué d'items négatifs : la méfiance, le dégoût et l'ennui. L'enthousiasme et le respect reçoivent le moins de réponses. Depuis 2009, la méfiance et le dégoût ne cessent d'être cités en premières positions et caractérisent le rapport à la politique quand les personnes interrogées pensent à elle. Apparaît ainsi à une réelle contradiction entre l'intérêt pour la politique et le rapport à la politique : on s'intéresse à une politique dont on se méfie et que l'on déconsidère.

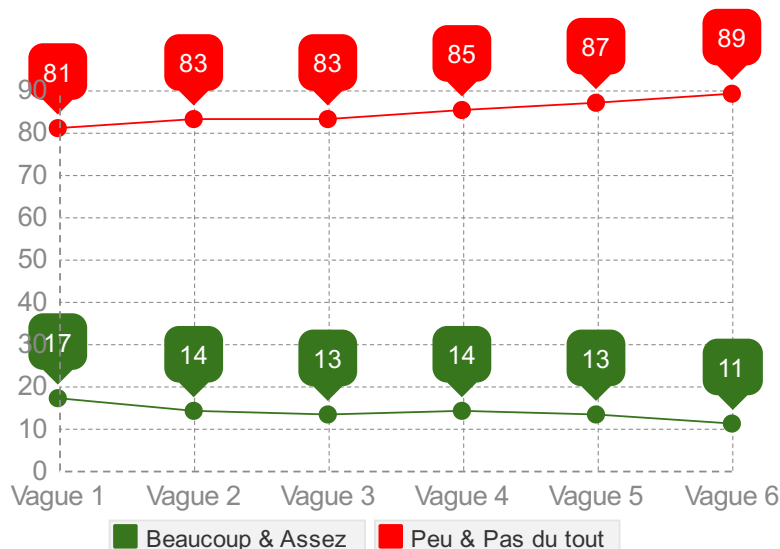
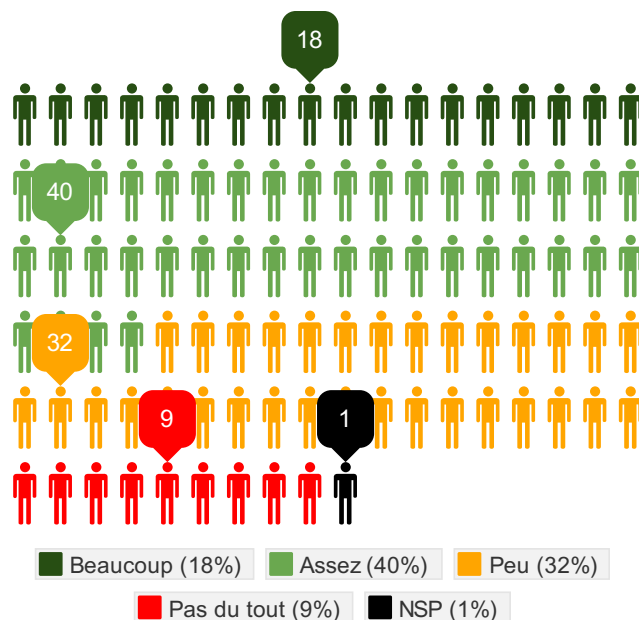
Cette contradiction se résout en partie en distinguant le jeu politique des acteurs politiques. De quelle façon sont perçus les responsables politiques ? 89% des personnes interrogées estiment que les responsables politiques, en général, se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme elles. A observer l'évolution des niveaux de réponses, on perçoit que cet avis va croissant depuis 2009 (81%) jusqu'en décembre 2014 (89%). Un tel score commande que l'on se concentre sur les acteurs politiques pour tenter d'identifier lesquels connaissent malgré tout les faveurs de l'opinion.

II/ La confiance dans les acteurs de proximité

Évoquons les institutions puis les fonctions.

Onze institutions sont proposées à l'évaluation des personnes interrogées depuis le niveau le plus proche (conseil municipal) jusqu'au plus éloigné (les grandes conférences internationales, comme le G20), en passant par les différents échelons de notre organisation politico-administrative.

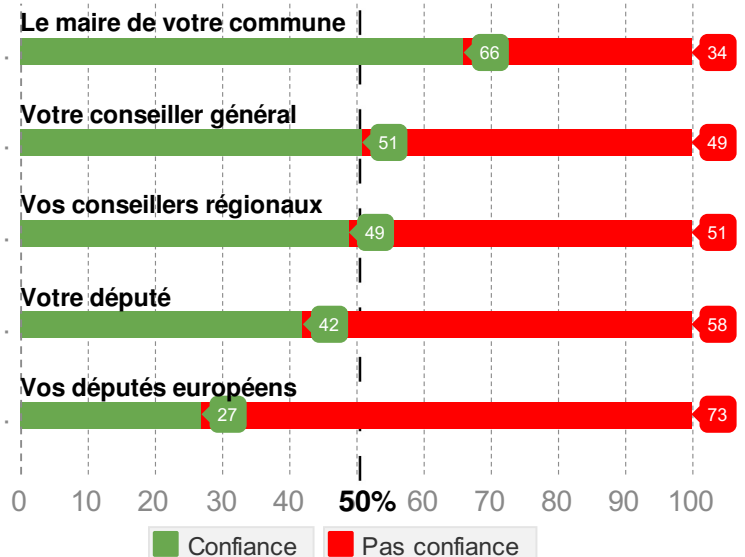
On note que le conseil municipal recueille le plus de confiance avec 66% (62% en décembre 2013) contre 24% seulement de confiance pour les grandes conférences internationales (21% en 2013) et le gouvernement, 23% (25% en 2013). Un regard rétrospectif sur les différentes vagues nous permet de constater que le conseil municipal, depuis 2009, a toujours été l'institution qui recevait le plus de confiance, chaque fois à plus de 56%.



À votre avis, est-ce que les responsables politiques, en général, se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous ? (%)

On perçoit ainsi facilement que le niveau de confiance diminue au fur et à mesure que les institutions sont considérées comme éloignées des personnes interrogées. Il existe ainsi une véritable prime à la proximité : plus l'institution paraît proche, plus elle est perçue comme objet de confiance. Le conseil municipal arrive donc en tête (66%), suivi du conseil régional (54%) et du conseil général (53%). Ces trois conseils sont les seules institutions à recevoir plus de 50% de confiance parmi les onze proposées. Il serait ainsi intéressant de répondre à cette double interrogation : l'éloignement ressenti engendre-t-il ce peu de confiance ou, à l'inverse, ce bas niveau de confiance génère-t-il une impression d'éloignement des institutions ?

En passant des institutions aux personnalités politiques et aux fonctions, les observations restent les mêmes. Huit fonctions sont proposées depuis le maire jusqu'aux députés européens en ajoutant le Président de la République et le Premier ministre actuels, ainsi que les représentants de la société civile au Conseil économique, social et environnemental. La figure du maire, à l'instar du conseil municipal, est celle qui recueille le plus de confiance depuis 2009, et chaque fois à plus de 50% des personnes interrogées : 66% en décembre 2014. Parallèlement, le niveau de confiance suit la hiérarchie politico-administrative, plus on s'éloigne de l'échelon perçu comme le plus proche, plus le niveau de confiance est bas : quand le maire est à 66%, les députés européens sont à 27%. En date de décembre 2014, le Président de la République actuel et le Premier ministre sont respectivement à 23% et 34% de confiance.



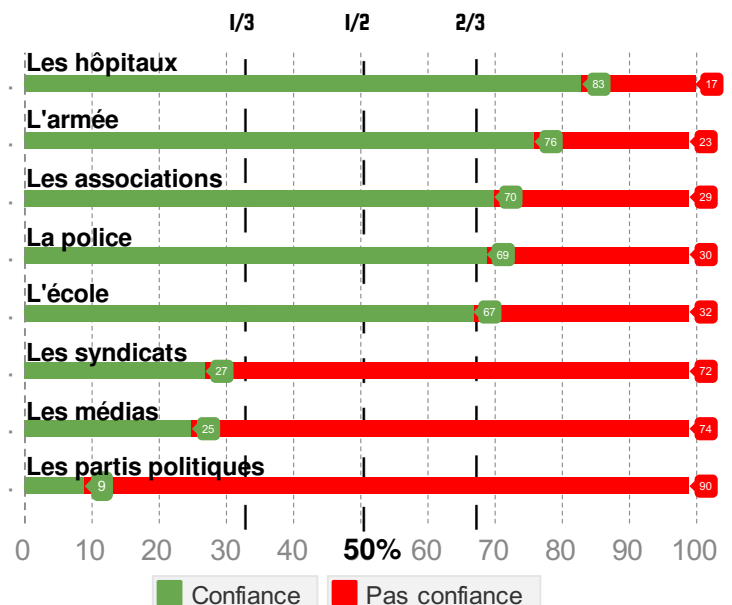
Avez confiance ou non dans les personnalités politiques suivantes (%) ?

III/ La confiance : un ou deux tiers ?

Les syndicats remplissent un rôle essentiel dans notre démocratie sociale comme instance de médiation et de représentation. Un rôle équivalent est rempli par les partis politiques dans notre vie démocratique, ils concourent à l'expression du suffrage selon l'article 4 de la Constitution de 1958. Les médias entendent jouer un rôle de contre-pouvoir, voire de quatrième pouvoir, et participent de l'expression des opinions. Ces trois acteurs jouent donc un rôle essentiel de médiation et de représentation politiques. Ils reçoivent moins d'un tiers de confiance, les syndicats (27%), les médias (25%) et les partis politiques (9%) et signalent ainsi une dimension de la crise de notre démocratie représentative.

À l'inverse, d'autres acteurs connaissent les faveurs de la confiance, à des niveaux élevés, jusqu'à plus de deux tiers. Les hôpitaux, l'armée, les associations, la police et l'école recueillent respectivement des niveaux de confiance de 83%, 76%, 70%, 69% et 67%.

Rétrospectivement, on constate que ces résultats ne sont pas inédits. En effet, depuis 2009, les hôpitaux oscillent entre 78% et 83% de confiance et les partis politiques, entre 9% et 14%. La confiance paraît ainsi être accordée aux acteurs qui répondent à la demande de protection. Cette protection est entendue au sens large comme une protection sociale ou sanitaire, ainsi que des personnes et des biens. Parmi nature ou par fonction, ces acteurs remplissent aussi une mission de proximité.



Avez-vous confiance ou non dans les organisations suivantes (%) ?

La confiance dans les acteurs aux fonctions de proximité et aux missions de protection

Dans le climat de défiance généralisée tel que le saisit le Baromètre de la confiance politique, les acteurs et les institutions qui endossent des rôles de représentation et de médiation politiques sont les plus rejetés. Néanmoins, la proximité de certains de ces acteurs est valorisée et elle protège de la défiance (le conseil municipal et le maire). Cette proximité est aussi un critère essentiel chez d'autres acteurs hors du champ politique strictement entendu. Lorsque ce premier critère est combiné à un deuxième qui est l'exercice d'une mission de protection, dans sa plus large acception, la confiance atteint alors de très hauts niveaux, jusqu'à quatre personnes interrogées sur cinq par les différentes vagues de ce Baromètre (Les hôpitaux). Aujourd'hui, la confiance politique reposerait ainsi sur une formule simple dans son énoncé et difficile dans sa réalisation : elle émanerait de la qualité de la réponse apportée à la double demande sociale de proximité et de protection.

L'auteur

Madani CHEURFA

madani.cheurfa@sciencespo.fr



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



www.cevipof.com



@CEVIPOF



fb.com/centrederecherches.cevipof

Edition

Madani CHEURFA

Odile GAULTIER-VOITURIEZ